

Le 6 janvier 2004

Des analyses d'ADN confirment que la vache infectée par l'ESB aux États-Unis provient de l'Alberta, au Canada

Les autorités américaines et canadiennes font l'éloge de l'enquête coopérative

Un représentant du département de l'Agriculture des États-Unis a mentionné que les tests génétiques ont permis de confirmer que la vache laitière de l'État de Washington, infectée par l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), ou maladie de la vache folle, provenait du Canada.

«À présent, nous possédons des preuves provenant de l'analyse de l'ADN qui nous permettent de confirmer avec un degré élevé de certitude» le lieu de naissance de la vache infectée par l'ESB, a mentionné le vétérinaire en chef du département de l'Agriculture des États-Unis, Ron DeHaven, au cours d'une conférence de presse téléphonique, le 6 janvier.

Des tests indépendants menés au Canada confirment les résultats obtenus aux États-Unis, a souligné le D^r Brian Evans, de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) lors de la téléconférence.

Les tests réalisés au Canada «complètent et reflètent entièrement les tests qui ont été envoyés du laboratoire américain», a déclaré D^r Evans.

Le département de l'Agriculture des États-Unis a débuté ses recherches dans le but de retracer l'origine de la vache infectée vers la fin de décembre dernier, après que les tests ont confirmé que l'animal était atteint du premier cas connu d'ESB aux États-Unis. À ce moment-là, les autorités américaines ont affirmé qu'ils croyaient que la vache laitière était née au Canada en 1997, pour être ensuite exportée aux États-Unis en 2001, mais ils ne possédaient pas encore de preuve définitive à ce sujet.

Les analyses d'ADN effectuées sur la vache, sur l'un de ces veaux et sur les spermes du père de la vache, ainsi que des dossiers d'importation qui montrent que la vache provenait d'une ferme en Alberta, rendent les autorités «confiantes en l'exactitude de ce retraçage», a signalé D^r DeHaven.

L'encéphalopathie spongiforme bovine, ou ESB, est une maladie neurodégénérative qui, selon les recherches, se répand par les aliments du bétail qui renferment des tissus du cerveau et de la moelle épinière provenant d'autres animaux infectés. Le Canada et les États-Unis ont interdit l'utilisation de matières provenant des ruminants dans les aliments du bétail en 1997; la vache atteinte de l'ESB est née plusieurs mois avant l'entrée en vigueur de l'interdiction, faisant ainsi des aliments contaminés une source possible d'infection.

En mai 2003, les agents responsables américains ont interdit les importations de bovins du Canada lorsque le premier cas d'ESB, et seul cas connu de cette maladie au pays, s'est manifesté en Alberta.

Aucun lien n'a pu être établi entre les deux cas d'ESB, mais D^r Evans mentionne que les enquêteurs mettront l'accent sur les sources communes possibles des aliments. «Pour l'instant, nous ne possédons pas suffisamment de preuves pour établir un lien certain entre les deux fermes en ce qui concerne les aliments des animaux», fermes d'où proviennent les vaches infectées par l'ESB, de souligner D^r Evans.

D^r Evans et D^r DeHaven ont souligné que l'enquête sur la vache américaine se poursuivait. Ils ont précisé également que les États-Unis et le Canada effectueraient le retraçage de tous les animaux associés à l'animal infecté et procéderaient à l'examen des sources communes des

aliments. D^r Evans a signalé que la collaboration «continue d'être exemplaire» et qu'elle repose sur la reconnaissance que la salubrité des aliments est un problème dans l'hémisphère.

Les deux chercheurs ont également souligné leur confiance envers les mesures de sécurité adoptées par les États-Unis et le Canada au fil des années. À la fin de décembre, la secrétaire au département de l'Agriculture des États-Unis, M^{me} Ann Veneman, a annoncé une série de nouvelles mesures de sécurité qui sont très analogues aux mesures de sauvegarde adoptées par le Canada à la suite du cas d'ESB qui s'est manifesté en mai 2003.

«Avec ces mesures en place ... nous possédons les barrières de sécurité que tous les organismes de normalisation internationale recommandent en vue de protéger l'intérêt du public et dans le but d'assurer qu'il ne se produit aucune autre dissémination de l'ESB par le système d'alimentation», mentionne D^r Evans.

L'encéphalopathie spongiforme bovine constitue un problème de santé publique étant donné que les humains peuvent développer une maladie neurodégénérative, soit la variante de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (vMCJ), qui pourrait être causée par la consommation de tissus du cerveau et de la moelle épinière provenant de bovins infectés.

Le texte portant sur le point de presse du 6 janvier du département de l'Agriculture des États-Unis est exposé ci-dessous :

(début du texte)

Point de presse technique et diffusion Web du département de l'Agriculture des États-Unis
Au sujet de l'ESB avec les autorités canadiennes et américaines, notamment :
le D^r Ron DeHaven, vétérinaire en chef, département de l'Agriculture des États-Unis et
le D^r Brian Evans, vétérinaire en chef, Agence canadienne d'inspection des aliments
Washington, D.C.

Le mardi 6 janvier 2004

M. CURLETT : Bonjour. Je vous souhaite tous la bienvenue à notre exposé d'aujourd'hui sur la situation entourant l'ESB et je tiens à nous excuser de notre retard. Aujourd'hui, nous comptons parmi nous le D^r Brian Evans, vétérinaire en chef de l'Agence canadienne d'inspection des aliments et, également, le D^r Ron DeHaven, vétérinaire en chef du département de l'Agriculture des États-Unis, qui feront des exposés. Ensuite, il y aura une période de questions. Nous vous demandons de vous limiter à une seule question, étant donné qu'il y a un grand nombre de personnes en ligne, et de mentionner auparavant votre nom et le nom de l'organisme pour lequel vous travaillez. Sur ce, je passe la parole au D^r DeHaven. Merci.

DR DEHAVEN : M. Curlett, merci beaucoup. Merci également à vous tous de vous être joints à nous, surtout à si court préavis.

Aujourd'hui, nous ferons le point sur les récents événements survenus depuis le point de presse qui a eu lieu hier par communication téléphonique. Nous possédons maintenant des preuves établies à la suite de tests d'ADN qui nous permettent de confirmer avec un degré élevé de certitude que la vache atteinte de l'ESB qui a été découverte dans l'État de Washington provenait d'une ferme laitière de l'Alberta, au Canada. Ces preuves génétiques sont établies en comparant les données d'ADN provenant du cerveau de la vache infectée aux données d'ADN provenant du sperme de son père, selon les registres qui se trouvent à la ferme en Alberta.

D'autres résultats des analyses d'ADN incluent une petite génisse (âgée d'un an environ) à la ferme indexée, qui est née de la vache positive. Les registres sur l'élevage confirment que cette génisse est née de la mère positive; elle portait le même numéro d'étiquette d'oreille que celui qui

se trouvait sur la vache positive à l'abattage, qui est également le même numéro que l'on a trouvé dans le registre de la ferme laitière en Alberta, au Canada.

Ces nouveaux renseignements sur l'ADN, ainsi que les documents que nous avons obtenus de nos collègues du Canada, du propriétaire de la ferme laitière de Mabton, à Washington, ainsi que des registres sur les importations, nous rendent confiants en l'exactitude de ce retraçage.

Il est évident que d'autres éléments de l'enquête se poursuivront, et ce, des deux côtés de la frontière, et qu'ils pourront procurer d'autre information.

Je tiens à signaler que, depuis le tout début de cette enquête, nos deux pays ont déployé d'énormes efforts de collaboration. En effet, nous nous «échangeons nos collègues», que ce soit les membres du personnel canadiens qui participent activement à notre enquête épidémiologique aux États-Unis, ou bien leurs homologues américains qui prennent une part active à l'enquête et aux activités du côté canadien de la frontière.

Ainsi, je tiens à remercier nos collègues canadiens pour leur professionnalisme, leur rigueur et leur soutien tout au long de cette enquête.

À présent, j'aimerais passer le microphone à mon ami et collègue, le D^r Brian Evans, vétérinaire en chef de l'Agence canadienne d'inspection des aliments. D^r Evans?

DR EVANS : Merci beaucoup, D^r DeHaven. Comme le D^r DeHaven l'a clairement mentionné dans son allocution d'ouverture, les résultats de l'analyse d'ADN effectués au Canada, et qui vous sont aussi communiqués aujourd'hui, complètent et reflètent totalement les résultats qui ont été envoyés du laboratoire des États-Unis.

Comme nous l'avons mentionné plus tôt, pour prendre la décision qui sera annoncée aujourd'hui, il est très important que nous reconnaissons tous le fait que les résultats mêmes de l'analyse de l'ADN ne constituent qu'une étape dans une structure plus vaste d'éléments qui sont entièrement pris en considération à mesure que nous réalisons toutes les possibilités de cette enquête.

De notre point de vue, la collaboration lors des travaux sur le terrain et en laboratoire continue d'être exemplaire, et elle reflète l'engagement manifesté par nos deux pays à protéger la santé publique et la santé des animaux, ainsi que la salubrité des aliments dans un contexte plus vaste, c'est-à-dire à l'échelle nord-américaine.

La découverte d'aujourd'hui, comme D^r DeHaven l'a indiqué plus tôt, ne représente qu'une étape d'une démarche que nous continuerons de suivre parallèlement au Canada et aux États-Unis. Pour ce qui est des prochaines étapes importantes auxquelles nous allons collaborer, comme D^r DeHaven l'a également souligné, nous nous pencherons sur des questions telles que la façon dont cet animal a été infecté. Ainsi, les enquêtes sur les aliments des animaux se rattacheront de très près à cette décision.

Également, des décisions conjointes relativement au retraçage continu des animaux associés à la vache positive, aux stratégies d'abattage intégral et de dépistage des animaux, constitueront un deuxième volet important de l'enquête que nous continuerons d'étudier sous tous ses aspects.

Et finalement, en bout de ligne, alors que nous essayerons de mener à terme toutes les possibilités de l'enquête, nous nous engageons au même titre à poursuivre notre collaboration d'une façon telle qu'elle sera imposée par les résultats de l'enquête, et ce, afin que les autres facteurs soient entièrement pris en considération pour assurer qu'il ne reste aucune question en suspens, aucune interrogation. En fin de compte, peu importe qui évalue l'enquête dans son ensemble, celle-ci résistera à tout examen approfondi et reflètera encore nos intérêts communs à continuer de protéger la santé publique et la santé des animaux.

DR DEHAVEN : Téléphoniste, sur ce, nous pouvons passer aux questions. Téléphoniste, si vous le permettez, nous aimerions procéder à une courte période de questions, s'il vous plaît.

TÉLÉPHONISTE : D'accord. La première question est posée par Steve Kay. Veuillez indiquer à qui vous êtes affilié.

STEVE KAY : Messieurs. Je m'appelle Steve Kay de la publication hebdomadaire Cattle Buyer. Ma question porte principalement sur les événements qui ont lieu à l'heure actuelle au nord de la frontière. D^r Evans, est-ce que cette confirmation aujourd'hui signifie que l'ACIA, essentiellement, procédera de nouveau à une toute nouvelle enquête sur l'ESB établie en fonction de la ferme laitière située à Edmonton, en Alberta?

La deuxième question connexe que je désire poser est la suivante : Pouvez-vous me renseigner davantage au sujet du lien provisoire que vos enquêteurs ont établi par rapport à l'usine d'équarrissage d'Edmonton en ce qui a trait au cas du mois de mai et au récent cas dans l'État de Washington?

DR EVANS : Merci beaucoup. Je suis le D^r Evans. Je vous remercie de votre question, M. Kay. D'abord et surtout, permettez-moi de répéter tout de suite que l'enquête relative à l'ESB au Canada est active depuis que nous avons reçu l'avis du D^r DeHaven qui nous demandait d'apporter notre aide pour effectuer le retraçage de l'animal. Dès le début, nous avons pris au sérieux la possibilité que cet animal soit né au Canada, en s'appuyant sur la constatation relative à l'intégration et au déplacement des animaux et des aliments du bétail qui traversent nos frontières. Donc, cette enquête est active, en fait, depuis la réception de cet avis, au début, et elle revêt une importance aussi grande à nos yeux que l'enquête que nous avons effectuée au mois de mai dernier. Elle n'ouvre pas, véritablement, de nouveaux secteurs d'intérêt relativement au moment où nous avons procédé à notre enquête plus tôt cette année; pour ce qui est du comité d'examen international sur la situation au Canada, à ce moment précis, l'on déterminait que l'établissement d'autres résultats de l'ESB ne pouvaient pas être entièrement exclus, et ce, en fonction de l'évaluation du risque de la Harvard University et de l'évaluation du risque de l'Europe, ainsi que d'autres évaluations où l'on avait déterminé la possibilité de l'existence d'une faible prévalence de la maladie. Alors, en réalité, les mesures qui ont été mises en place depuis le début de l'enquête au mois de mai sont des barrières de sécurité qui sont d'une aussi grande importance que les barrières qui étaient déjà en place avant la découverte du présent cas d'ESB. Telle qu'elle est, l'interdiction des matériels à risque spécifié qui a été mise en place en juillet constitue l'élément unique le plus important pour assurer la protection de la santé publique, en veillant à ce que les tissus contenant une infectiosité potentielle ne soient pas utilisés dans la chaîne alimentaire humaine. Au cours des dernières années, nos efforts de surveillance sont allés dans le même sens que ceux des États-Unis, de même que nos autres mesures visant à traiter de l'interdiction de certains aliments des animaux.

Pour ce qui est de l'enquête active même, nous procéderons (et nous procédons déjà) au retraçage, à savoir s'il reste des animaux de ce troupeau au Canada qui a été dispersé en 2001, pouvant susciter de l'intérêt quant à la réalisation d'autres efforts liés aux tests de dépistage ou à l'abattage intégral des animaux, à l'instar de ce qui s'est produit en mai dernier. Toutefois, à ce moment-ci, nous n'avons pas encore été en mesure de déterminer d'une façon définitive si ces animaux se trouvent toujours au Canada.

Visant également à aborder le problème des aliments du bétail, l'enquête sur les aliments évolue également depuis la première demande de la part de l'APHIS (U.S. Animal and Plant Health Inspection Service), afin de retrouver l'étiquette d'oreille le 25 décembre 2003. Cette enquête se poursuit. Comme cela a été mentionné plus tôt, dans le cadre des rapports présentés au début, on a peut-être fouillé plus profondément au sein du système alimentaire, soit au lieu d'équarrissage, ou même encore plus loin, aux sources communes des produits équarris, où il existe peut-être des points de convergence. Toutefois, il est très important de comprendre la complexité de la formulation d'aliments pour animaux et de la ration alimentaire quant à la façon

d'établir l'origine de ces matériels, faisant en sorte que nous ne possédons pas suffisamment de preuves, pour l'instant, pour nous permettre d'établir un lien définitif entre les deux fermes. Les exploitants n'ont pas acheté les aliments de la même provenderie; les rations alimentaires, sur leur ferme, n'étaient pas du même type. Par conséquent, il nous faudra pousser davantage notre enquête pour trouver de quels produits sont issus ces matériels; en outre, on doit reconnaître que nous nous penchons sur des dossiers qui remontent à environ sept ans, et que nous serons en mesure, nous l'espérons, d'établir des décisions. Toutefois, il ne nous est pas encore possible de tirer des conclusions des preuves que nous possédons.

DR DEHAVEN : Merci, D^r Evans. Téléphoniste, la prochaine question, s'il vous plaît.

TÉLÉPHONISTE : La prochaine question est posée par M. Andy Martin. Veuillez préciser votre affiliation.

M. ANDY MARTIN : Bonjour, je m'appelle Andy Martin du *Chicago Tribune*. Je me demande ce que les consommateurs américains doivent conclure de cette annonce faite aujourd'hui à l'effet que cette vache vient du Canada. Devraient-ils se sentir plus en sécurité de manger la viande du bœuf américain étant donné que la vache est d'origine canadienne?

DR DEHAVEN : Je suis le D^r DeHaven. Aujourd'hui, alors que cette information nous permet de confirmer avec un haut degré de certitude que la vache positive est originaire d'un troupeau de l'Alberta, au Canada, je suis d'avis qu'il est trop tôt pour tirer des conclusions généralisées à partir de cette unique information. Il est nécessaire de poursuivre l'enquête épidémiologique. Nous sommes au courant que cette vache est arrivée aux États-Unis avec plusieurs autres animaux du même troupeau. L'élimination de ces animaux et l'endroit où ils se trouvent actuellement représentent certainement une partie importante de l'enquête globale et des conclusions qu'une personne peut en tirer.

Cela dit, je tiens à répéter le message que nous transmettons depuis le début, qui est le suivant : malgré l'endroit d'où peut provenir cet animal, le bœuf américain ne présente aucun risque. Nous avons apporté des ajustements et effectué d'autres améliorations au système en fonction de la situation actuelle; ainsi, en bout de ligne, nous avons mis en place une interdiction visant les aliments du bétail empêchant le transfert de cette maladie d'un animal à l'autre. Pour ce qui est du cas de cette vache positive, les tissus qui présentent un risque pour le public n'ont pas été utilisés dans la chaîne alimentaire. Selon l'annonce de la secrétaire à l'Agriculture M^{me} Ann Veneman la semaine dernière, ces tissus seront à présent exclus de tous les animaux âgés de plus de 30 mois qui seront abattus; cela permet de confirmer que la viande du bœuf ne présente aucun risque et continue de présenter aucun risque, que cette vache provienne ou non du Canada. Il existe certes un impact lié au fait d'être en mesure d'affirmer que nous n'avons pas eu, à ce jour, un cas d'ESB d'origine américaine, mais nous nous empressons d'ajouter, dans le même ordre d'idées, que nos marchés du bétail sont très intégrés comme en témoigne le déplacement de ce troupeau.

D^r Evans, avez-vous d'autres points à ajouter à ce sujet?

DR EVANS : Je veux juste répéter, D^r DeHaven, que lors de l'évaluation pour déterminer s'il existe des mesures adéquates en matière de salubrité des aliments visant à protéger la santé publique, l'expérience internationale sur le plan collectif reflète le fait que des mesures, des mesures dynamiques, une série de mesures ont été mises en place dans les deux pays préalablement à la détection du cas d'ESB, et qu'elles ont été définies à la suite de plusieurs examens internationaux. La réalité du contexte nord-américain est que les personnes ne devraient pas faire de fausses suppositions quant aux circonstances qui ont, en fin de compte, entraîné d'importants problèmes en Europe, et quant au fait que ces mêmes facteurs se sont reproduits en Amérique du Nord. Ce n'est certes pas le cas, et cela fait, bien sûr, partie des conclusions présentées par l'équipe d'examen internationale qui a examiné la situation au Canada.

Pour ce qui est de la série de mesures qui ont été annoncées aux États-Unis la semaine dernière, il s'agit de processus décisionnels et de mesures semblables qui ont été mises en place plus tôt au Canada. Je dois me rappeler qu'il s'agit maintenant d'une nouvelle année, vers le milieu de l'année dernière – qu'avec ces mesures en place, je le répète, nous possédons les barrières de sécurité que tous les organismes de normalisation internationale recommandent d'avoir en place en vue de protéger l'intérêt du public et d'assurer qu'il ne se produit aucune autre dissémination de l'ESB par le système d'alimentation.

D^R DEHAVEN : Merci. Téléphoniste, la prochaine question, s'il vous plaît?

TÉLÉPHONISTE : La prochaine question est posée par M. Shankar Vedantam. Veuillez préciser votre affiliation.

M. SHANKAR VEDANTAM : Je m'appelle Shankar Vedantam du *Washington Post*. J'ai une question qui s'adresse à vous deux. Pouvez-vous nous donner le plus de détails possible au sujet de la ferme d'où l'animal semble provenir? Est-ce une exploitation importante? Combien d'animaux contient-elle? Au cours des dernières années, où ces animaux ont-ils été emmenés?

Deuxièmement, pouvez-vous nous donner une idée de l'endroit – le D^f Evans a mentionné que cet animal a eu un petit veau au Canada. A-t-on retracé cet animal au Canada ou aux États-Unis?

DR DEHAVEN : Ici le D^f DeHaven. Bien que nous ayons mené cette enquête ensemble, votre question, Shankar, s'adresse certainement à la région au nord de la frontière. Je me permets de transférer la question au D^f Evans afin qu'il y réponde.

DR EVANS : Merci, D^f DeHaven. Oui, pour ce qui est de définir le troupeau d'où est issu l'animal, c'est-à-dire en août 2001; le troupeau en question n'existe plus au Canada à l'heure actuelle. Les animaux qui ont été emmenés aux États-Unis faisaient partie, en fait, de ce troupeau. En raison de problèmes de santé, le propriétaire de la ferme n'était plus en mesure de s'occuper de son exploitation laitière, alors le troupeau qui se composait à ce moment-là de quelque 86 vaches laitières et de 16 génisses n'existe plus, au sens propre du mot.

Selon les efforts déployés au cours de l'enquête très rigoureuse qui a été menée jusqu'ici, nous savons que 81 des animaux ont traversé les frontières sous forme de groupe pour être emmenés à Washington dans un lieu où ils sont retenus depuis le début de septembre 2001. Pendant un certain temps, on a retenu un sous-groupe de ces animaux provenant de cette ferme, un groupe suivant composé de 17 animaux plus jeunes. Certains de ces animaux ont été élevés pour être ensuite conduits aux États-Unis lors d'une deuxième vague d'exportation. Une faible quantité de vaches de réforme ont été retenues en raison de leur âge et de leur valeur économique minimale à ce moment-là; elles ont été retenues au Canada, où elles sont actuellement en détention. Donc, à proprement dit, le troupeau n'existe plus, et comme je l'ai déjà mentionné, nous poursuivons notre collaboration avec les États-Unis dans le but de retracer ces animaux.

En ce qui concerne la question du petit veau né au Canada, cet animal portait plusieurs pièces d'identité, y compris ce que l'on appelle une étiquette d'amélioration des troupeaux laitiers, que l'on indique lorsque les animaux sont en période de lactation dans le cadre du volet d'enregistrement de leur production de lait. D'après ce que nous avons compris, cet animal faisait partie du groupe des 17 génisses qui comptaient parmi la deuxième vague d'exportation vers les États-Unis. Cet animal est présentement âgé de plus de trois ans et est une vache laitière. De plus, nous avons confirmé encore une fois auprès du groupe d'amélioration des troupeaux laitiers au Canada, qu'il n'existe aucun dossier sur un animal détenant cette identification qui était en période de lactation au Canada. Nous avons transmis cette information aux responsables de l'amélioration des troupeaux laitiers aux États-Unis, car lorsque les animaux traversent la frontière, le numéro d'identification est changé pour être conforme au système américain de

retraçage de lactation. Ces démarches font partie de l'enquête, comme D^r DeHaven en a fait allusion déjà, que nous continuerons d'améliorer.

DR DEHAVEN : Merci, D^r Evans. Je sais que vous avez un engagement à 16 h, alors je ne vous retiendrai pas davantage, mais vous êtes certainement – D^r Evans, nous aimerions que vous restiez aussi longtemps que possible.

Téléphoniste, je crois que nous passerons à deux autres questions, s'il vous plaît.

TÉLÉPHONISTE : D'accord. La prochaine question est posée par M. James Cutmore. Veuillez préciser votre affiliation.

M. JAMES CUTMORE : Bonjour. Je m'appelle James Cutmore de la Société Radio-Canada en Alberta. Ma question s'adresse au D^r Evans. Êtes-vous encore là?

DR EVANS : Oui.

M. JAMES CUTMORE : Que signifie exactement cette nouvelle découverte pour l'industrie du bœuf canadien en ce qui concerne l'ACIA (Agence canadienne d'inspection des aliments)? Dans le passé, nous avons entendu de la part du groupe international de spécialistes que le cas survenu en mai ne serait pas le seul. Quelles sont les prochaines étapes et que nous réserve l'avenir?

DR EVANS : Bien, nous reconnaissons qu'il existera toujours un impact psychologique lié au fait de signaler un deuxième cas. Comme nous l'avons déjà mentionné, selon les recherches scientifiques du début, compte tenu de la façon dont l'Amérique du Nord a été exposée aux importations de bovins en provenance du Royaume-Uni au cours de la décennie 1980, de ce point de vue et en fonction du résultat de notre enquête précédente, nous avons toujours accepté le fait qu'il n'était pas possible d'écarter qu'une petite quantité de cas additionnels se produiraient au cours des 18 prochains mois. Encore une fois, cette réflexion concorde avec les prévisions contenues dans l'évaluation de la Harvard University. Par conséquent, de ce point de vue, il ne s'agit pas d'une découverte consternante. Pour l'industrie, cette découverte est bien sûr une source de déception qui aura encore une fois des conséquences psychologiques sur elle.

Toutefois, en ce qui a trait à l'intervention à l'échelle internationale et à l'orientation que nous prendrons à partir de maintenant, comme je l'ai déjà mentionné, nous poursuivrons certaines parties de l'enquête en étroite collaboration avec nos collègues américains. Certains aspects de l'enquête, comme nous l'avons déjà indiqué, doivent être resserrés de sorte qu'il n'y ait aucune lacune du point de vue de l'information lorsqu'une période donnée sera assujettie à un examen. Nous voulons nous assurer qu'il est dans notre propre intérêt à tous que l'intégrité de l'enquête «atteigne le niveau le plus élevé qui soit» grâce à l'information et aux animaux qui sont encore à notre disposition.

D'une façon plus générale, la réalité est que nous avons réalisé des progrès depuis le cas du mois de mai pour ce qui est de comprendre, à l'échelle internationale, les circonstances véritables qui existaient au Canada relativement à ce cas, c'est-à-dire qu'il a été établi en fonction des normes internationales d'un pays à risque minimal. Cette découverte n'ébranle d'aucune façon cette conclusion. La découverte d'un cas additionnel, compte tenu de la taille de notre population, situe notre pays encore bien au-dessous du seuil, pour être considéré comme un pays à risque minimal. En général, nous poursuivrons donc nos efforts sur le plan international dans le but de nous pencher sur ces séries de mesures qui existaient avant la découverte du cas d'ESB, d'assurer l'efficacité du programme de surveillance au Canada et aux États-Unis, de déceler les cas qui ont été trouvés, de mettre en application les mesures qui ont été mises en place à la suite du cas signalé en mai, et de continuer d'aller de l'avant ensemble. Nous essayerons, par l'entremise des organismes de normalisation internationale, de travailler avec

d'autres pays afin de poursuivre nos efforts visant à encourager les pays à se conformer aux normes internationales existantes lors de la prise de décisions relatives au commerce.

D'un point de vue plus général, nous continuerons de collaborer avec les États-Unis et le Mexique, ainsi que d'autres pays, afin de poursuivre nos activités sur la scène internationale en vue de reconnaître que si les pays prennent des mesures non conformes à la science et aux interdictions émises par les normes, alors l'effet final de cette non-conformité servira à dissuader les autres pays de faire des investissements en matière de contrôle et de déclaration des maladies, à l'instar du Canada et des États-Unis. Je suis convaincu que ces messages sont très bien reçus dans de nombreux pays. Alors, pour nous, il s'agit d'un prolongement par rapport à l'endroit où nous étions rendus dans notre enquête. De notre point de vue, cette situation ne change aucunement, de façon substantielle, la situation que nous avons connue au mois de mai.

DR DEHAVEN : Merci, D^r Evans. Téléphoniste, une dernière question, s'il vous plaît.

TÉLÉPHONISTE : La dernière question est posée par M^{me} Miriam Falka (ph). Veuillez préciser votre affiliation.

MME MIRIAM FALKA (ph) : Bonjour. J'appelle de CNN. Ma question est très simple et elle s'adresse au D^r DeHaven et au D^r Evans. Compte tenu de ces résultats, s'agit-il maintenant d'un problème canadien? Et étant donné que les deux industries des aliments du bétail, aux États-Unis et au Canada, sont tellement liées, est-ce encore un problème américain? Ce problème entraîne bien sûr des conséquences économiques. Le bœuf américain sera-t-il admis à nouveau au pays, dans d'autres pays, etc.? Alors, comment répondriez-vous en termes simples?

DR DEHAVEN : Ici le D^r DeHaven. Comme vous vous êtes interrompue, je ne suis pas certain d'avoir compris toutes vos questions. Je crois que nous avons saisi l'essentiel quant à la question de savoir s'il s'agit d'un problème américain ou d'un problème canadien, et les implications à cet égard.

Il s'agit d'un problème nord-américain; c'était un problème nord-américain et il continue de l'être. Ce problème s'est vraiment étendu à l'ensemble de l'Amérique du Nord le 20 mai dernier lors de la découverte du premier cas d'ESB d'origine nord-américaine. Quant aux conséquences de ce problème, il est certain qu'elles se poursuivront. Nous savons que bien que nous ayons des preuves qui supposent fortement que l'animal positif est né au Canada, nous sommes également au courant que plusieurs animaux de ce troupeau se sont dirigés vers les États-Unis et que nous devons déterminer leur emplacement exact à l'heure qu'il est, parce qu'il s'agit précisément d'une information pertinente et importante de l'enquête en général.

Comme l'a indiqué le D^r Evans, nous travaillons en collaboration des deux côtés de la frontière afin d'assurer que nos efforts collectifs sont vigoureux et que notre enquête est approfondie. Nous avons demandé, à l'exemple des Canadiens lors de leur enquête précédente, qu'une équipe d'examen internationale par les pairs passe cette enquête en revue et qu'elle définisse également les – les lacunes existant dans l'enquête et les systèmes respectifs. Alors, je ne considère pas qu'il s'agit d'un problème américain ou canadien, mais plutôt d'un problème auquel nous continuerons de travailler en collaboration étroite des deux côtés de la frontière. Et avant de parvenir à une conclusion finale, nous comptons nous assurer d'avoir abordé tous les aspects, et comme le mentionne D^r Evans, d'avoir trouvé toute l'information pertinente possible au sujet de cette enquête.

D^r Evans?

DR EVANS : Je tiens à rappeler, de façon très succincte, D^r DeHaven, que nous avons au Canada, et aux États-Unis, depuis 1997 – nous avons des spécialistes en matière de santé publique et de santé animale qui travaillent conjointement et qui ont poursuivi leurs travaux dans le but de protéger, à l'échelle hémisphérique, la santé publique, la santé animale et la salubrité

des aliments. Depuis 1989, nous prenons graduellement des mesures en commun par rapport aux barrières de sécurité; de plus, au moyen des annonces diffusées la semaine dernière, nous poursuivons nos travaux visant à traiter ce problème de façon à assurer une «protection maximale absolue» pour les consommateurs nord-américains. Je suis d'avis que cette mesure montre très clairement au reste du monde que nous percevons ce problème comme notre obligation; également, nos deux pays s'acquittent de cette tâche conjointement. Par conséquent, je suis très encouragé, et j'ai toujours fait preuve d'un grand respect envers le fait qu'il n'ait jamais été question d'un problème isolé, de la part de nos deux pays, mais d'un problème pour lequel nous avons fait part du même niveau d'engagement, c'est-à-dire un engagement commun à résoudre ce problème.

DR DEHAVEN : Merci. Sur ce, une dernière déclaration, si je peux me permettre. Encore une fois, nous vous sommes reconnaissants de votre présence aujourd'hui, surtout compte tenu du préavis très court donné avant la téléconférence. Je tiens à reprendre quelques commentaires du D^r Evans relativement à notre système, aux barrières de sécurité ou aux mesures de sauvegarde qui existent en Amérique du Nord depuis plusieurs années des deux côtés de la frontière. Nos deux pays ont mis en place des interdictions visant les aliments du bétail, qui empêchent la propagation de la maladie d'un animal à l'autre. Nous sommes encouragés de constater que nous possédons maintenant de très bonnes preuves que ces deux animaux sont nés avant la mise en place des interdictions; par conséquent, nous avons une explication et une source probables de leur infection. Nous avons mis en place des mesures de sauvegarde qui visent à protéger la santé humaine, et depuis l'annonce de la secrétaire à l'Agriculture la semaine dernière, nous reflétons maintenant le système que les Canadiens ont mis en place après la découverte du cas d'ESB en mai 2003, c'est-à-dire par l'enlèvement des matériels à risque spécifiés chez les bovins âgés de 30 mois ou plus.

Nos deux pays possèdent des programmes de surveillance efficaces. Le fait que nos pays aient manifestement une prévalence très faible de la maladie et que notre système de surveillance ait permis de déceler ces deux animaux prouve encore une fois son efficacité.

Avec l'annonce de la secrétaire, la semaine dernière, de ne pas permettre aux animaux non ambulatoires de s'introduire dans la chaîne alimentaire – il s'agit encore une fois d'une autre barrière de sécurité et d'une autre mesure prise avec une grande circonspection –contexte dont nous avons été mis au courant par les travaux de la recherche et de la science quant à cette maladie, que le produit le plus consommé, viandes musculaires, ne présente aucun danger relativement à l'absence de tissu ou d'agent infectieux, et n'est pas considéré comme un risque d'infection pour les humains. Toutes ces mesures existent des deux côtés de la frontière. Alors, je crois, bien sûr, que vous tenons à effectuer un travail détaillé et approfondi au cours de cette enquête. Les consommateurs canadiens et américains ont de bonnes raisons de se sentir bien par rapport à la salubrité de leurs viandes.

Téléphoniste, sur ce, merci beaucoup. Je redonne la parole à M. Curlett qui donnera plus de détails sur les prochaines conférences téléphoniques ou conférences.

M. CURLETT : Je remercie tout le monde d'avoir participé à cette conférence téléphonique.

Nous poursuivrons, en fonction des besoins, les points de presse techniques. Nous les annoncerons sur notre site Web et par courrier électronique et, nous l'espérons, en donnant un délai un peu plus long. Toutefois, nous continuerons d'organiser des séances d'information en fonction des besoins seulement.

Si vous avez des questions de suivi aujourd'hui, prière de téléphoner au (202) 720-4623. Des textes de la présente conférence téléphonique seront disponibles sur notre site Web. Sur ce, merci beaucoup.

D^R DEHAVEN : D^r Evans, je vous remercie encore une fois.

TÉLÉPHONISTE : Merci. Voilà qui termine notre conférence téléphonique d'aujourd'hui.
Merci beaucoup.

(fin du texte)